

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 12 AU 16 JANVIER 2026

NUMÉRO 14

**A OLORON, UN FAIRE-PART
CHOC POUR ALERTER SUR LE
MALAISE À L'HÔPITAL**

**L'IA, UN OUTIL BIENTÔT AU
SERVICE DES AVOCATS ET
MAGISTRATS DE LA RÉGION**

**LE LIVRET BLANC DU MEDEF
SUR L'ÉCONOMIE GIRONDINE**

**SEPT LICENCIEMENTS
ENVISAGÉS CHEZ DRILLSTAR
INDUSTRIES À LONS**

**QUINZE TITULARISATIONS
EN VUE À LA SCACHAP
DE RUFFEC**

COMMENT SÉCURISER LES RECRUTEMENTS DANS LA POLICE ?

Un policier du commissariat d'Angoulême a été interpellé mardi par les gendarmes. Soupçonné de viols et d'agressions sexuelles commis depuis l'année dernière dans la commune de Nersac, confondu par son ADN, l'homme a fini par reconnaître les faits lors de sa garde à vue.

Cette interpellation et surtout sa cause ont suscité un vif émoi dans l'opinion : comment un policier, chargé de l'autorité et de l'ordre public, de la défense des populations et de la stricte application de la loi, a-t-il pu basculer de l'autre côté du miroir, avec désinvolture apparente et un sentiment d'impunité ? Comment, d'une manière générale, garantir l'exemplarité attendue d'un policier ? Le quotidien Sud Ouest a ouvert une piste de réflexion au détour d'une phrase, dans un article paru ce vendredi. Un directeur de recherche au CNRS s'y interroge sur les moyens qu'investit l'administration dans le suivi de personnalité de ses recrues.

VOTRE ANNONCE ICI

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR





REVENDICATIONS

DEUX-SÈVRES

MAPRIMERÉNOV' SUSPENDUE, LA CAPEB INQUIÈTE DES CONSÉQUENCES POUR L'EMPLOI

La suspension de MaPrimeRénov' depuis le 1er janvier, faute de budget de l'État, inquiète fortement les artisans du bâtiment et fait planer une menace sur l'emploi local dans les Deux-Sèvres. Le président de la Capeb 79 redoute un effet domino : chantiers annulés, travaux induits abandonnés et recrutement d'apprentis remis en cause pour la rentrée 2026-2027. Dans le département, 50 % des adhérents sont labellisés RGE, après des investissements et formations spécifiques aujourd'hui fragilisés par l'instabilité des aides publiques. Déjà mobilisés le 17 décembre devant la préfecture à Niort, les professionnels dénoncent un manque de visibilité qui freine l'embauche.

SOURCES

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 11/01/2026, en ligne

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

A OLORON, LA CGT ENVOIE UN FAIRE-PART CHOC POUR ALERTER SUR LE MALAISE À L'HÔPITAL

La CGT du centre hospitalier d'Oloron (Pyrénées-Atlantiques) lance un cri d'alerte sur la situation des salariés de l'établissement et appelle à un rassemblement devant le site le 20 janvier à 17 h 30. Sous la forme d'un faire-part de décès diffusé sur ses réseaux sociaux, le syndicat dénonce un hôpital de proximité à l'agonie, faute de moyens, de lits et de personnel médical, avec des conséquences directes sur les conditions de travail. La CGT alerte sur des risques psychosociaux élevés, des agents dépassant régulièrement les 12 heures de travail, et une situation jugée critique aux urgences. Le syndicat craint une pérennisation des fermetures de services.

SOURCES

La République des Pyrénées, 12/01/2026, p. 15

► **UNE MANIF APRES L'ACCIDENT DU TRAVAIL MORTEL** survenu le 8 janvier dernier à Urrugne (64) a rassemblé ce vendredi des militants des syndicats LAB, FSU, Solidaires et CGT construction. Ils entendaient alerter sur la prévention des RPS. (Source : Médiabask, 16/01/2026, en ligne).

LANDES

NOUVEAU RENVOI DANS L'AFFAIRE DES VICTIMES DE L'AMIANTE À EDF ARJUZANX

Une trentaine d'anciens salariés de la centrale EDF d'Arjuzanx, fermée en 1992, se sont mobilisés vendredi dernier devant le tribunal de Mont-de-Marsan, ne cachant pas leur vive déception après le troisième renvoi de l'audience concernant le décès d'un salarié, il y a cinq ans, d'une maladie professionnelle liée à l'amiante. Soutenus par la CGT, les ex-ouvriers dénoncent l'allongement des procédures et la position d'EDF, qui conteste toujours sa faute inexcusable. En l'absence de l'avocat du groupe, l'audience a été reportée au 10 avril. Les syndicats rappellent que 134 salariés ont été victimes de l'amiante, dont 45 décès.

SOURCES

Sud Ouest Landes, 12/01/2026, p. 12

DORDOGNE

FO JUSTICE RÉAGIT APRÈS L'AGRESSION D'UN AGENT PÉNITENTIAIRE

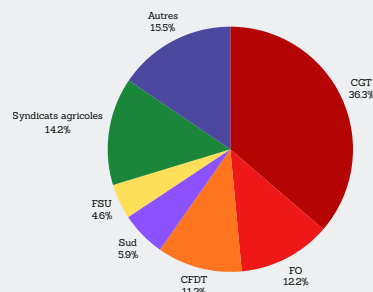
Un agent pénitentiaire du centre de détention de Neuvic-sur-l'Isle (Dordogne) a été agressé par un détenu, jeudi dernier en fin d'après-midi. Selon le syndicat FO Justice, le détenu, déjà placé au quartier disciplinaire pour son comportement, aurait tenté de blesser l'agent au visage lors de l'intervention d'une équipe. Le surveillant, touché à la joue, s'est vu prescrire huit jours d'ITT et a porté plainte vendredi. FO Justice demande le transfert du détenu et rappelle l'impact de ces agressions sur les conditions de travail des agents.

SOURCES

Dordogne Libre, 12/01/2026, p. 8

La médiatisation des syndicats dans la PQR en Nouvelle-Aquitaine

Constatée par notre revue de presse, depuis le 15/09/2025.





REVENDICATIONS

VIENNE

LA CGT DES TERRITORIAUX DE CHÂTELLERAULT RECONDUIT SA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

La CGT des territoriaux de Châtellerault (Vienne) a tenu congrès mardi, réunissant le premier syndicat des quelque 1 400 agents employés par la Ville, l'agglomération et le CCAS. Valérie Hernandez a été réélue secrétaire générale pour trois ans.

Le syndicat alerte sur la montée de la précarité et l'attractivité en berne de la fonction publique territoriale : en 2024, 17 démissions ont été enregistrées à l'agglomération.

La CGT revendique des titularisations, le déblocage des carrières, l'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance de la pénibilité, dans un contexte de tensions croissantes sur l'emploi public local.

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 14/01/2026, p. 19

GIRONDE

LE MEDEF ÉCRIT UN LIVRET BLANC D'UNE VINGTAINE DE PAGES SUR L'ÉCONOMIE GIRONDINE

Lors de sa première cérémonie de vœux, le Medef 33 a dévoilé mercredi dernier un document d'une vingtaine de pages regroupant ses propositions pour un développement territorial au service de l'économie girondine. Ce recueil, élaboré avec une quinzaine de fédérations professionnelles, insiste sur la stabilité fiscale, la visibilité budgétaire et la responsabilité sociale des entreprises. Il présente aussi des solutions concrètes pour renforcer l'attractivité économique et accompagner les projets locaux.

SOURCES

Sud Ouest éco, 15/01/2026, p. 2-3



Toutes les sources de cette version PDF sont cliquables et renvoient à leur déclinaison web, lorsqu'elle est disponible.

Notre baromètre social

Méthodologie. Nous proposons une tendance du climat social des territoires en Nouvelle-Aquitaine, en croisant différents indicateurs médiatiques, relevés par nos soins dans la PQR jour après jour, et statistiques, fournis par des organismes officiels.

Chaque département reçoit une note sur dix, moyenne des critères négatifs et positifs, calculés pour 10 000 salariés employés (la région en compte 2,5 M), afin de permettre une comparaison significative en dépit des disparités du nombre de salariés. Plus la moyenne est élevée, meilleur nous semble le climat social du territoire.

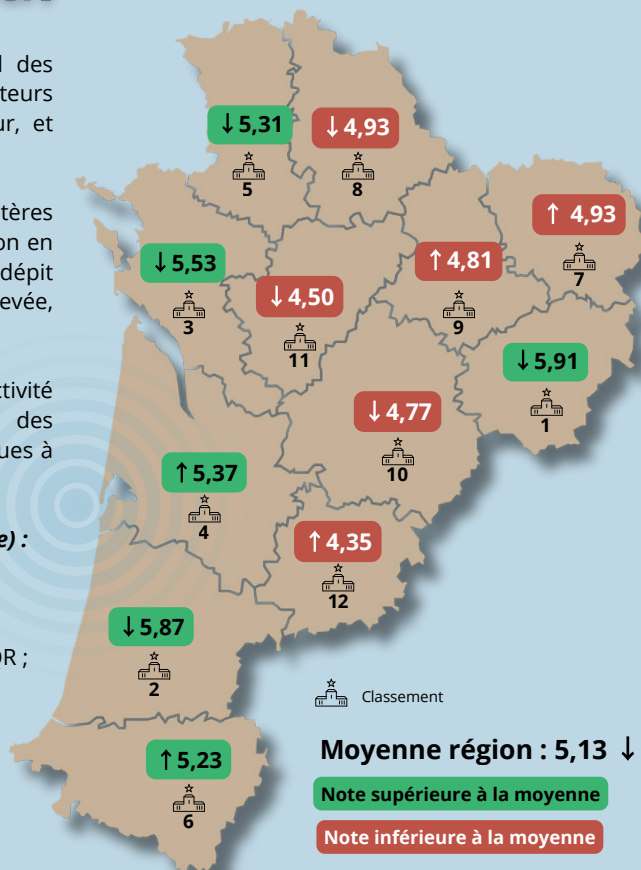
Il s'agit strictement d'un sentiment, à l'instant t, fonction de l'activité médiatique, et forcément en partie biaisé par la propension des travailleurs à communiquer mais aussi par les intérêts journalistiques à refléter leurs actions, au gré des rédactions.

Indicateurs négatifs (plus le taux est élevé, moins la note est bonne) :

- Taux de chômage - Insee ;
- Taux de revendications (grèves, manifestes, etc.) - PQR ;
- Plans sociaux - PQR ;
- Conflits du travail portés devant les tribunaux et médiatisés - PQR ;
- Taux d'accidents du travail - Carsat.

Indicateurs positifs (plus le taux est élevé, meilleure est la note) :

- Investissements - PQR ;
- Initiatives en faveur de l'emploi et de la formation - PQR ;
- Créations d'entreprises - Insee ;
- Besoins en main d'œuvre - France Travail ;
- Accords d'entreprises signés - Légifrance.





REVENDICATIONS

GIRONDE

LES PROFS REMPLAÇANTS TIENNENT À LEUR ZONE D'INTERVENTION EN GIRONDE

Une vingtaine de professeurs remplaçants de l'école primaire étaient de nouveau en grève lundi devant la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de Gironde (DSDEN), à Bordeaux, contre la réforme du mode d'affectation des remplaçants. Les 270 enseignants concernés redoutent la suppression des zones d'interventions localisées (ZIL), qui limite aujourd'hui leurs déplacements. Selon le Snudi-FO, cette réforme, motivée par des contraintes budgétaires et un manque de postes, risque d'allonger les trajets et de supprimer les remplacements courts. L'intersyndicale CGT Éduc'action, Snudi-FO33 et SUD Éducation 33 annonce un nouveau rassemblement la semaine prochaine à Lormont (Gironde).

SOURCES

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
13/01/2025, p. 17

LES ABSENCES EXCÈDENT LES PARENTS À BORDEAUX

Le manque répété de professeurs remplaçants au collège Aliénor-d'Aquitaine de Bordeaux a de nouveau mobilisé les parents d'élèves, mercredi devant l'établissement. Le collectif estime à près de mille les heures de cours perdues depuis la rentrée de septembre, toutes disciplines confondues. Le rectorat de l'académie de Bordeaux annonce l'affectation d'un enseignant de français et promet des moyens supplémentaires pour rattraper les cours non assurés. Une enquête administrative a également été lancée pour éclaircir la situation.

SOURCES

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
15/01/2026, p. 16a

TOUS LES FORMATS SONT POSSIBLES, JUSQU'AU A4

PASSEZ VOTRE ANNONCE
PUB@AQUISOCIAL.FR

CHARENTE

UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR L'UNION PATRONALE DE LA CHARENTE

Thibaud de Maillard a pris hier la tête de l'Union patronale de la Charente, avec l'objectif affiché de renforcer l'attractivité économique du territoire et de répondre aux difficultés rencontrées par les entreprises en matière d'emplois, de compétences et d'infrastructures. Le nouveau président souhaite travailler sur l'accès au foncier économique, les besoins en formation et en ressources humaines, ainsi que sur les conditions nécessaires au maintien et au développement de l'activité et de l'emploi local, en lien avec les territoires voisins.

SOURCES

Charente Libre,
16/01/2026, p. 4

Prenez vite votre encart



DROIT DU TRAVAIL

GIRONDE

UN EX GENDARME DE LA RÉOLE SAISIT LA JUSTICE POUR HARCÈLEMENT

Un ancien gendarme mobile passé par La Réole (Gironde) entre 2020 et 2023 a saisi la justice pour harcèlement moral et violences volontaires contre deux de ses supérieurs. Blessé lors des manifestations contre la réforme des retraites à Nantes (Loire-Atlantique) en mai 2023, après avoir reçu un cocktail Molotov, il affirme avoir subi des pressions pour reprendre le travail, malgré six mois d'arrêt. Affecté ensuite dans le sud, il dit avoir été victime de brimades, insultes et violences physiques, dans un contexte de lien de subordination.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
12/01/2026, p. 4

DES MILITANTS FO DÉPOSENT PLAINTÉ CONTRE D'ANCIENS MEMBRES DU SYNDICAT AU CHU

Un conflit interne à la section Force ouvrière du CHU de Bordeaux a conduit cinq militants à déposer plainte contre l'ancien secrétaire et l'ancien trésorier du syndicat, exclus en novembre 2025 par la fédération FO santé. Les faits dénoncés portent notamment sur du harcèlement, une entrave à l'exercice du droit syndical et de possibles irrégularités financières. Une enquête est ouverte.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
15/01/2026, p. 12-13

VIENNE

AU RESTAURANT, LE CHEF DE RANG AGRESSAIT SEXUELLEMENT LA STAGIAIRE : 8 MOIS FERME

Un chef de rang de 60 ans, salarié d'un restaurant de la Vienne, a été condamné le 2 janvier par le tribunal correctionnel de Poitiers à 36 mois de prison, dont 28 avec sursis probatoire, pour des agressions sexuelles sur une stagiaire mineure. La victime, âgée de 15 ans et demi, a subi des attouchements répétés sur son lieu de travail et lors de trajets domicile-professionnel à la fin de cet été. L'homme, en poste depuis près de 30 ans, a reconnu les faits et démissionné. La peine comprend une interdiction de contact, une obligation de soins, l'inscription au fichier des auteurs d'infractions sexuelles et l'indemnisation des victimes.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
12/01/2026, p. 4

CHARENTE-MARITIME

LE SOUS-TRAITANT N'A PAS DE CARTE PRO DU BTP, LE CHANTIER PARTIELLEMENT SUSPENDU

Le chantier immobilier OCAR, à La Rochelle, est partiellement à l'arrêt depuis lundi dernier après la suspension administrative d'EG Peinture et d'EG Menuiserie pour travail illégal. La décision préfectorale, valable un mois, fait suite à une infraction relevée en août 2025 sur un autre chantier à Royan, où un sous-traitant n'avait pas de carte professionnelle du BTP.

SOURCE

Ici La Rochelle,
14/01/2026, en ligne

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN RÉGION

---CHARENTE---

05.16.16.62.00 - 9h00 à 12h00 - 13h30 à 16h30. [Mail](#).

---CHARENTE-MARITIME---

05.17.83.47.31 - 8h30-12h15 et 13h30-17h00 (ve. 16h00). Mails [UC1](#) ou [UC2](#)

---CORRÈZE---

05.87.01.91.10. [Mail](#).

---CREUSE---

0 806 000 126 - Lu, Ma et Je de 9h à 11h30 / Me de 8h à 12h30. [Formulaire de contact](#).

---DEUX-SÈVRES---

05.49.17.27.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 13h30 à 16h00. [Mail](#).

---DORDOGNE---

05 53 03 65 00.

[Mail](#)

---GIRONDE---

05.47.47.47.47. du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 13h30 à 16h00. 4 UC. Voir [ici](#).

---HAUTE-VIENNE---

05.19.76.12.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h30 - 14h00 à 16h00. [Mail](#).

---LANDES---

05 58 46 65 43 - [Mail](#)

---LOT-ET-GARONNE---

05 53 98 66 66 - du lu au ve 9h00 à 11h30 / 14h00 à 16h30 (16h00 le ve).

---PYRÉNÉES-ATLANTIQUES---

05 59 14 80 30 (Pau) - 05 59 14 80 40 (Bayonne). [Mail](#).

---VIENNE---

05 17 84 50 00 de 9h00 à 11h30 et 13h30 à 16h00. [Mail](#).

ÉDITEURS, LIBRAIRES

FAITES CONNAITRE LES GUIDES UTILES

PUB@AQUSOCIAL.FR

LES GUIDES PRATIQUES POUR TOUS

Prud'hommes



DROIT DU TRAVAIL

DORDOGNE

CANDIDAT À LA MAIRIE, UN CHEF D'ENTREPRISE POURSUIVI POUR ENTORSE AU DROIT DU TRAVAIL

La candidature aux municipales à Saint-Astier (Dordogne) d'un chef d'entreprise est fragilisée par une procédure judiciaire visant sa société d'intérim, poursuivie pour emploi présumé de travailleurs étrangers sans autorisation de travail. L'affaire sera jugée lundi. Elle concerne l'activité de l'entreprise en région parisienne et s'inscrit dans un dossier plus large impliquant d'autres sociétés. Déjà condamné par le passé pour des faits de prise illégale d'intérêts, le candidat conteste.

SOURCE

Dordogne Libre,
16/01/2026, p. 8

HAUTE-VIENNE

LE SDIS DEVAIT BIEN ACCORDER LA PROTECTION FONCTIONNELLE À SA VOLONTAIRE

Le tribunal administratif de Limoges a donné raison mardi à une ancienne sapeur-pompier volontaire du Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne (Sdis 87).

La juridiction a annulé le refus opposé par le Sdis à sa demande de protection fonctionnelle après une agression sexuelle qu'elle impute à un supérieur hiérarchique en mars 2022.

Le tribunal estime que les faits relevaient bien du cadre professionnel.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
15/01/2026, p. 4

BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ TOUJOURS A QUI PARLER

PRESENTEZ VOS SOLUTIONS D'ÉPARGNE SALARIALE

PUB@AQUISOCIAL.FR

Retrouvez **AQUISOCIAL** sur tous vos écrans





ACCORDS D'ENTREPRISE

CHARENTE

HAUSSE GÉNÉRALE DES SALAIRES ET QUINZE TITULARISATIONS EN VUE À LA SCACHAP DE RUFFEC

À Ruffec (Charente), la centrale d'achat Scachap (E. Leclerc) a acté avec la CGT, lors de la négociation annuelle obligatoire de décembre, une hausse générale des salaires de 0,7 % au 1er janvier, après celle de 1 % en début d'année dernière. La prime de panier est portée à 5 € par jour pour les salariés effectuant au moins six heures consécutives. Quinze intérimaires seront intégrés en CDI en 2026.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

UN NOUVEL ACCORD SUR LE TRAVAIL DE NUIT DANS LES EHPADS DE LA MUTUALITÉ

Les salariés des EHPADs de la Mutualité Française Charente bénéficient d'un nouvel accord spécifique sur le travail de nuit. Sont concernés les aides-soignants, AMP, AES, agents de soins non diplômés et infirmiers diplômés d'État. L'accord prévoit une plage horaire nocturne de 20h45 à 7h00, avec organisation des pauses, transmissions entre équipes et reconnaissance des temps d'habillage/déshabillage. Les salariés de nuit bénéficient d'une surveillance médicale renforcée, d'indemnités pour participation à des formations en journée et pour l'établissement de certificats de décès, ainsi que d'un jour de congé supplémentaire dès 57 ans. Un dispositif d'alerte pour travailleurs isolés est mis en place. Les syndicats CGT, FO et CFDT sont signataires.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)


Les accords d'entreprises sont **publiquement diffusés** sur www.legifrance.fr

AQUISOCIAL

Les résume pour vous

DEUX-SÈVRES

LE SIST 79 MET EN PLACE UN ACCORD DE TÉLÉTRAVAIL DE CINQ JOURS PAR MOIS MAXIMUM

Au sein du SIST79, à Niort, un nouvel accord encadre le télétravail pour les salariés en contrat CDI ou CDD, sous réserve d'une durée de travail hebdomadaire supérieure à quatre jours et d'une autonomie suffisante. L'accès repose sur le volontariat, avec validation du supérieur hiérarchique. Les télétravailleurs bénéficient des mêmes droits que les salariés sur site. Les syndicats CFE-CGC et CFDT ont participé à la négociation et à la signature. Le dispositif prévoit un maximum de deux jours de télétravail par semaine et cinq jours par mois, avec déclaration obligatoire dans le logiciel interne. Les postes nécessitant une présence physique, les stagiaires et alternants sont exclus. Aucun surcoût d'assurance n'est à la charge du salarié. L'accord est valable jusqu'à la fin de l'année.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

VIENNE

SUD SANTÉ SOCIAUX NÉGOCIE PLUSIEURS AVANTAGES À LA PEP DE LA VIENNE

Solidaires Sud Santé sociaux 86 a obtenu diverses avancées au titre des NAO, à commencer par une hausse de la prise en charge de la mutuelle d'entreprise à 60 % par la PEP de la Vienne. Par ailleurs, chaque année, 10 % des CDI par site pourront être promus sous conditions d'ancienneté. Les salariés bénéficient en outre du maintien des congés payés pendant un congé de présence parentale et d'un élargissement des congés pour décès du beau-parent aux pacsés et concubins. Le temps de trajet pour parcours PMA, enfin, est reconnu comme temps de travail effectif, sous justificatif médical. L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)


Chaque semaine ici

TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



ACCORDS D'ENTREPRISE

CHARENTE-MARITIME

**LES HORAIRES DÉCALÉS
COMPENSÉS AU CENTRE
RELATION DU CRÉDIT AGRICOLE**

Les salariés du centre de la relation client de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres, en Charente-Maritime, affectés à des postes structurellement concernés bénéficient d'une réduction du temps de travail sous forme d'heures de repos supplémentaires. Cette réduction correspond à 10 % du temps travaillé entre 19h et 19h30, arrondie à la demi-heure supérieure. Le compteur de repos est crédité une fois par an, et les droits doivent être utilisés avant le 31 décembre de l'année, faute de quoi ils sont perdus. La prise des repos peut s'effectuer par demi-heure, demi-journée ou journée entière, sans incidence sur les autres droits à réduction du temps de travail. Aucun versement financier n'est prévu. Les syndicats CFDT, CGT et SNECA ont participé à la négociation.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)**HABITAT 17 PREND EN CHARGE
85% DE LA NOUVELLE
COMPLÉMENTAIRE SANTÉ**

À La Rochelle, l'ensemble des salariés d'Habitat 17 est désormais soumis à un régime collectif obligatoire de complémentaire santé. Ce dispositif, négocié avec la CFDT Interco, prévoit une couverture santé unique pour tous, avec adhésion automatique dès l'embauche, sauf cas de dispense strictement encadrés. L'employeur prend en charge 85 % de la cotisation de base, le reste étant prélevé sur la paie. Les ayants droit peuvent être affiliés, mais sans participation financière de l'employeur. Les modalités d'information, de révision et de dénonciation de l'accord sont précisées, tout comme les démarches de publicité réglementaires.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

GIRONDE

**L'UNIR ÉTEND SON AMPLITUDE
HORAIRE AVEC DES
COMPENSATIONS SALARIALES**

Par avenant conclu avec le syndicat FO, la durée journalière pour les salariés à temps complet de l'Union Nationale pour l'Insertion et le Reclassement (UNIR), située à Mérignac (Gironde), reste fixée à 7h20, soit 36 heures par semaine. L'amplitude horaire est désormais étendue de 7h00 à 21h00. Les salariés bénéficient de pauses réparties sur la journée et d'une majoration de 15 % pour les heures effectuées entre 18h00 et 21h00. Les plannings sont communiqués quinze jours ouvrés à l'avance, avec possibilité d'ajustement en cas de pic d'activité. Les autres dispositions de l'accord du 12 juin 2024 demeurent inchangées.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

LANDES

**DURAND ENTREPRENEUR
FORESTIER PASSE À 450 H
SUPPLÉMENTAIRES ANNUELLES**

À Pissos (Landes), la société Durand entrepreneur forestier adapte le contingent annuel d'heures supplémentaires pour l'ensemble de ses salariés, hors mineurs, en raison des contraintes liées à l'activité forestière et aux difficultés de recrutement. Le plafond est porté à 450 heures par an et par employé, avec majorations et contreparties en repos selon le volume effectué. L'accord, soumis à l'approbation des salariés à la majorité des deux tiers, a été remis à chaque membre du personnel.

SOURCE Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

Toutes les sources de cette version PDF sont cliquables et renvoient à leur déclinaison web, lorsqu'elle est disponible.

SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR



Transmettez nous vos infos en direct

info@aqisocial.fr



EMPLOI & FORMATION

VIENNE

UN PÔLE ENTREPRENDRE POUR ACCOMPAGNER LES CRÉATEURS DANS LE BASSIN DE LOUDUN

Réunis vendredi dans les locaux de la CDC du Pays loudunais, chefs d'entreprise et artisans ont découvert le futur Pôle entreprendre, destiné à soutenir la création d'activité et l'emploi local. La structure, dont la livraison est prévue en 2026, regroupera une pépinière d'entreprises et un centre d'activités économiques rénové. Porté par la collectivité, ce pôle proposera accompagnement, conseils et loyers modérés, afin de sécuriser les débuts d'activité et favoriser le développement économique du territoire, qui compte 45 communes. Cellules artisanales, espaces de coworking et salles de réunion mutualisées doivent permettre aux entrepreneurs de lancer ou consolider leur projet.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 13/01/2026, p. 19

DORDOGNE

NOVABIO VA OUVRIR UN LABO À BOULAZAC

Un nouveau laboratoire d'analyses médicales Novabio ouvrira fin mars à proximité du pôle santé de l'Agora, à Boulazac-Isle-Manoire. Ce nouveau site du groupe, déjà implanté dans quatre départements, fonctionnera à son ouverture avec près de dix salariés : secrétaires, préleveurs et biologiste. Les associés prévoient d'abord une réaffectation de personnels issus des laboratoires de Périgueux, sans création immédiate de postes. L'activité devrait démarrer avec 30 à 40 patients par jour, avant de monter progressivement à 120 à 150 dossiers.

SOURCE

Dordogne Libre, 14/01/2026, p. 5

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE CFA PRIVÉ PRÉVOIT UNE DEUXIÈME RENTRÉE POUR RECRUTER 50 APPRENTIS

Ouvert depuis la rentrée de septembre, le CFA privé Skool n'job, spécialisé dans les métiers de la vente et du commerce, propose une deuxième rentrée le mois prochain à Pau. Il entend ainsi offrir une solution aux jeunes restés sans formation en cours d'année, sans perdre une année complète. Cette rentrée supplémentaire permettra d'accueillir 50 apprentis de plus, portant à environ 150 le nombre d'élèves. Les formations, gratuites et financées par les OPCO, vont du CAP au bac +2 et reposent sur l'alternance, avec un jour par semaine au CFA et le reste en entreprise.

SOURCE

La République des Pyrénées, 13/01/2026, p. 6

LOT-ET-GARONNE

DEUX AGRICULTEURS VONT ROUVRIER UN MAGASIN À LA PLACE D'UN GAMM VERT

La reprise du magasin Gamm Vert de Saint-Colomb-de-Lauzun (Lot-et-Garonne) se précise, cinq mois après l'annonce de sa fermeture. Le groupe coopératif Terres du Sud, propriétaire de l'enseigne, confirme auprès du quotidien Sud Ouest qu'un projet est en cours de finalisation avec deux agriculteurs adhérents locaux. L'objectif est de maintenir une activité commerciale de proximité, en lien avec leurs exploitations agricoles. Un nouveau magasin pourrait ouvrir au début du mois prochain. Les repreneurs sont actuellement en discussion avec les établissements bancaires pour boucler le financement.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne, 13/01/2026, p. 12

AVOCATS
*Spécialistes du droit
du travail?* **FAITES LE SAVOIR ICI.**

PUB@AQUISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

86 535

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

+1,17 %
VS SEMAINE DERNIÈRE

VIENNE

AVEC PLUS DE 1 300 APPRENTIS, L'UNIVERSITÉ DE POITIERS TIENT LE CAP

À l'université de Poitiers, plus de 500 étudiants suivent un master en apprentissage sur l'année universitaire 2025-2026. Répartis dans 47 parcours, ces étudiants alternent cours et emploi en entreprise, notamment en sciences, droit, gestion ou ingénierie. Au total, l'université compte 1 361 apprentis, tous diplômes confondus, un chiffre en léger recul mais qui résiste à la baisse nationale. Malgré un contexte marqué par la fin progressive des aides aux entreprises, la direction met en avant l'insertion professionnelle et la reconnaissance des diplômes.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
15/01/2026, p. 9



EN RÉGION

MAGISTRATS ET AVOCATS S'APPRÊTENT À UTILISER L'IA DANS LES TRIBUNAUX

Magistrats et avocats du ressort de la cour d'appel de Poitiers pourraient intégrer des outils d'intelligence artificielle dans leur travail dès cette année.

Présentée lundi lors de l'audience de rentrée, cette évolution vise à assister les professionnels du droit dans la recherche documentaire, la synthèse de dossiers ou la rédaction, sans jamais se substituer au juge. Le ministère de la Justice développe un outil interne et sécurisé, alors que toute utilisation d'IA grand public reste interdite. Le barreau de Poitiers travaille aussi à un dispositif commun pour les avocats, afin de leur permettre d'accéder à des outils d'IA adaptés, sans surcoût, dans un contexte d'augmentation du contentieux pénal.

Lors de l'audience solennelle de rentrée, le tribunal judiciaire de La Rochelle a annoncé l'arrivée prochaine d'outils d'intelligence artificielle similaires. Ces dispositifs serviront à la recherche juridique et à la traduction de procédures internationales, sans intervenir dans les décisions des magistrats. L'année 2026 marquera les premiers tests.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 14/01/2026, p. 5
Sud Ouest Charente-Maritime, 15/01/2026, p. 14

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES RECRUTEMENTS POUR LES EMPLOIS SAISONNIERS DÉMARRENT EN HAUT-BÉARN

La Ville d'Oloron-Sainte-Marie et la communauté de communes du Haut-Béarn ouvriront, à partir de jeudi, les candidatures pour près de 80 emplois saisonniers destinés aux jeunes de 18 ans et plus. Les contrats couvriront la période du 1er avril au 30 octobre, principalement pour répondre au surcroît d'activité touristique. Les postes concernent notamment l'accueil dans les écomusées, médiathèques et sites patrimoniaux, la restauration, les piscines, les centres de loisirs, ainsi que la collecte des déchets, un secteur où les difficultés de recrutement persistent. Les candidatures devront être déposées en ligne avant le 31 mars.

SOURCE

La République des Pyrénées, 14/01/2026, p. 15



EMPLOI & FORMATION

HAUTE-VIENNE

LE GROUPE INTER MUTUELLES ASSISTANCE CONFIRME 130 CRÉATIONS D'EMPLOI À LIMOGES

Le groupe Inter Mutuelles Assistance (IMA) va créer 130 emplois supplémentaires à Limoges avec l'ouverture, le 3 février, de son site définitif, dans les anciens locaux de la clinique Chénieux. Installée provisoirement depuis l'été 2024 dans l'ex-caserne Beaublanc, la filiale du groupe niortais prévoit de porter ses effectifs locaux à 275 salariés d'ici un an, principalement des chargés d'assistance en CDI, sans condition de diplôme. Cinquante saisonniers doivent aussi être recrutés pour l'été. Le site accueille déjà 135 salariés.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
15/01/2026, p. 2-3

CORRÈZE

UNE TRENTAINE DE SOIGNANTS POUR LA NOUVELLE UNITÉ DE L'HÔPITAL DE TULLE

Une équipe dédiée d'une trentaine de professionnels vient d'être constituée à l'hôpital de Brive pour assurer la prise en charge de patients aux situations complexes, dans une toute nouvelle unité de soins palliatifs, ouverte début décembre. Le service mobilise médecins, infirmières, aides-soignantes, agents hospitaliers, psychologue, assistante sociale, cadre de santé et diététicienne, complétés par l'intervention de bénévoles associatifs. Huit lits sont actuellement ouverts, avec un renfort prévu dans l'année à Tulle. L'établissement y consacre un budget annuel de 1,6 million d'euros.

SOURCE

La Montagne, édition de la Corrèze,
16/01/2026, p. 9

Un tiers des salariés
de la région sont en Gironde,
85 % de l'actu sociale s'écrit
dans les autres départements



AQUISOCIAL

vous permet d'élargir votre horizon

DORDOGNE

L'INDUSTRIE PEINE À RECRUTER ET MISE SUR UNE OFFRE DE FORMATION PLUS ATTRAYANTE

Les entreprises industrielles de Dordogne peinent à recruter malgré des besoins importants. Selon l'Observatoire de l'emploi en Nouvelle-Aquitaine, 2 215 postes restaient à pourvoir en septembre dernier dans le département. Cette difficulté était au cœur du 3^e salon de l'industrie, organisé mercredi à Périgueux par l'UIMM Dordogne et le Medef. Conducteurs de ligne, techniciens de maintenance ou agents de production manquent. Pour y répondre, les industriels misent sur la formation, l'alternance et l'amélioration des conditions de travail. À Coulounieix-Chamiers, le pôle de formation des métiers de l'industrie s'agrandit et sera inauguré mardi prochain avec l'objectif d'accueillir jusqu'à 200 apprenants.

SOURCE

Dordogne Libre,
15/01/2026, p. 3

LANDES

UNE FORMATION POUR PROFESSIONNALISER LA FILIÈRE APICOLE

La Maison familiale rurale d'Aire sur Adour (Landes) propose un certificat de spécialisation en apiculture, financé par la Région et l'État. Onze personnes ont été diplômées en octobre dernier, après dix mois de formation alternant théorie et pratique. La prochaine session, prévue de ce mois-ci jusqu'en juillet, compte déjà onze inscrits. Cette initiative vise à professionnaliser une filière. Seuls 3% des quelque 63 000 apiculteurs français sont des professionnels, alors que la production nationale de miel a chuté à 12 000 tonnes en 2024, soit 20 000 de moins qu'il y a trente ans.

SOURCE

Sud Ouest Landes,
15/01/2026, p. 11

Varions les sources



**Envoyez-nous
vos communiqués**

info@quisocial.fr



EMPLOI & FORMATION

EN RÉGION

220 FACTEURS CHARGÉS DU RECENSEMENT DE LA POPULATION DANS LA RÉGION

Des facteurs sont mobilisés dans 66 communes de Nouvelle-Aquitaine pour le recensement de la population 2026, dont cinq en Haute-Vienne. Au total, 220 agents de La Poste interviennent dans la région, soit plus d'un quart des effectifs nationaux engagés, après une formation assurée par l'Insee et une nomination par arrêté municipal. Cette organisation s'inscrit dans la continuité d'une expérimentation jugée positive, renforçant l'emploi et le rôle de proximité des facteurs dans les territoires.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
16/01/2026, p. 8

LANDES

DANS LES LANDES, L'ARTISANAT A FORMÉ 1 000 SALARIÉS L'AN DERNIER

Dans les Landes, l'artisanat confirme son poids social et économique avec plus de 14 300 entreprises et quelque 12 000 salariés. Lors de la présentation des vœux de la Chambre de métiers et de l'artisanat Nouvelle-Aquitaine-Landes, mercredi à Mont-de-Marsan, l'accent a été mis sur l'emploi, la formation et la transmission des savoir-faire. En 2025, près de 1 000 apprentis ont été formés sur les deux sites départementaux, tandis que plusieurs centaines de porteurs de projets et d'entreprises ont été accompagnés.

SOURCE

Sud Ouest Landes,
16/01/2026, p. 13

UNE FORMATION POUR PROFESSIONNALISER LA FILIÈRE APICOLE

La Maison familiale rurale d'Aire sur Adour (Landes) propose un certificat de spécialisation en apiculture, financé par la Région et l'État. Onze personnes ont été diplômées en octobre dernier, après dix mois de formation alternant théorie et pratique. La prochaine session, prévue de ce mois-ci jusqu'en juillet, compte déjà onze inscrits. Cette initiative vise à professionnaliser une filière. Seuls 3% des quelque 63 000 apiculteurs français sont des professionnels, alors que la production nationale de miel a chuté à 12 000 tonnes en 2024, soit 20 000 de moins qu'il y a trente ans.

SOURCE

Sud Ouest Landes,
15/01/2026, p. 11



Tous les métiers sont sur

AQUISOCIAL

l'hebdo qui **élargit** votre horizon

Appel à bêta-testeurs

Cet outil de revue de presse sociale, conçu pour faciliter le repérage, la synthèse et l'angle social de l'information locale, entre dans **une phase de bêta-test**. **Quelques lecteurs sont recherchés** pour l'utiliser en conditions réelles, faire remonter d'éventuels dysfonctionnements et formuler des retours sur l'ergonomie, la pertinence des contenus et les règles éditoriales. L'objectif est d'améliorer l'outil avant son déploiement plus large, en s'appuyant sur des usages concrets et exigeants.



testeurs@quisocial.fr



PLANS & CESSIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE RÉCUPÈRE LES URGENCES DE LA POLYCLINIQUE

Les urgences de la polyclinique de Saint-Jean-de-Luz seront gérées par le Centre hospitalier de la Côte Basque à partir du mois prochain. L'établissement public de Bayonne s'est porté volontaire pour maintenir - moyennant 6 M€ de budget annuel - ce service menacé de fermeture en juin dernier, après le départ de la quasi-totalité des urgentistes et des difficultés financières. Entre une trentaine et une cinquantaine de soignants feront tourner le service.

SOURCE Sud Ouest Béarn & Soule, 12/01/2026, p. 15
Ici Pays Basque, 12/01/2026, en ligne

HAUTE-VIENNE

LA POLYCLINIQUE DE LIMOGES S'ÉTEND À CHÂTEAUX POUR ÉTENDRE SA ZONE D'ATTRAIT

La polyclinique de Limoges a racheté la clinique de Châteauroux, située dans sa zone d'attraction, et qui se trouvait en difficultés structurelles. Le président du conseil d'administration de l'établissement limougeaud a confié mardi matin au micro d'Ici Limousin avoir voulu saisir cette opportunité, suite à la demande conjointe de patients et de la municipalité. La polyclinique entend conserver sur place l'effectif et déployer des équipes de Limoges.

SOURCE Ici Limousin, 13/01/2026, en ligne

DORDOGNE

LE TRIBUNAL DE COMMERCE STATUERA LE 4 FÉVRIER SUR LA REPRISE DES PAPÈTERIES

Le tribunal de commerce de Bordeaux n'a pas statué mercredi sur le sort des papèteries de Condat. L'audience est renvoyée au 4 février : les repreneurs potentiels du site industriel du Lardin, en redressement judiciaire, obtiennent ce délai supplémentaire pour se manifester. Trois candidats sont d'ores et déjà sur les rangs. La CGT a réagi.

SOURCE Dordogne Libre, 15/01/2026, p. 8
Sud Ouest Dordogne, 15/01/2026, p. 11
Ici Limousin, 14/01/2026, en ligne ; Périgord, 15/01/2026, en ligne

CHARENTE-MARITIME

LA DREETS DONNE SON FEU VERT POUR LE PLAN SOCIAL DE LA BISCUITERIE COLIBRI À PONS

Les 66 salariés de la biscuiterie Maison Colibri, à Pons, franchissent une nouvelle étape dans la procédure de licenciement collectif. Vendredi, la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) a homologué le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) négocié avec Paticeo. Les salariés peuvent désormais solliciter les mesures d'accompagnement et de reclassement interne. La production est maintenue jusqu'à la cessation d'activité prévue fin octobre.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime, 13/01/2026, p. 11

CHARENTE

DIX-HUIT LICENCIEMENTS EN VUE AU GOLF DE COGNAC QUI DEVRAIT ÊTRE LIQUIDÉ MARDI

Les 18 salariés du golf de Cognac, à Saint-Brice, devraient être fixés mardi prochain. Le tribunal de commerce de Chambéry doit prononcer la liquidation judiciaire, sans poursuite d'activité, de la société gestionnaire. Une décision qui ouvrirait la voie à des licenciements et à la fermeture du site, après la liquidation, en novembre, de sa maison mère Loisirs Solutions. En difficulté depuis sa reprise en 2022, la structure cumule les pertes financières et des salaires n'ont pas été versés le mois dernier.

SOURCE Charente Libre, 13/01/2026, p. 18

L'AGENDA SOCIAL

Janvier



Forum formation de France Travail, à l'agence de Langon (Gironde), de 13 h 30 à 16 h 30.



Job dating saisonniers du Médoc, pour l'été et à destination des étudiants. Hôtel Vatel à Bordeaux, de 14 h à 19 h.



Portes-ouvertes des Compagnons du devoir, présentation des formations. 2 rue du Puy-Pezard, Couzeix, de 9 h à 17 h.



"La colère des sans-trains". Manif en gare de Limoges pour le maintien des lignes du Limousin et du Massif central. Dès 15 h.

agenda@aqsocial.fr



PLANS & CESSIONS

CORRÈZE

L'ATELIER D'ACCORDÉON REVIENT DANS LA DANSE À TULLE UN AN APRÈS SA LIQUIDATION

Repris en mars dernier après une liquidation judiciaire, l'atelier d'accordéons Maugein, à Tulle, a relancé son activité et sécurisé ses emplois. En moins d'un an, l'entreprise, dirigée par un ancien collaborateur, a fabriqué plus de 70 instruments en 2025, dépassant ses prévisions. Les effectifs ont été ramenés de dix à cinq salariés, mais l'activité est désormais stabilisée.

SOURCE

Ici Limousin,
14/01/2026, en ligne

CHARENTE-MARITIME

FACE AU REFUS DE SON IMPLANTATION, BURGER KING SAISIT LA JUSTICE

L'enseigne de restauration rapide Burger King a saisi mardi le tribunal administratif de Poitiers après le refus du maire de Tonnay-Charente (Charente-Maritime) de lui accorder un permis de construire. Le projet est envisagé le long de la RD137. La municipalité invoque la loi Barnier, qui interdit toute construction dans une bande de 75 mètres de part et d'autre des routes à grande circulation, une règle inscrite dans le plan local d'urbanisme.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
14/01/2026, p. 16e

CHARENTE

LE DÉMÉNAGEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE, PROMESSE DE CAMPAGNE À ANGOULÊME

Les effectifs de la police municipale d'Angoulême pourraient être réorganisés en cas de réélection de Xavier Bonnefont aux municipales de mars. Le maire sortant projette le déménagement complet du service, afin d'y regrouper les policiers municipaux et plusieurs services. Les agents seraient ainsi réunis dans un site unique de 1 000 m². La Ville compte 24 policiers municipaux ; deux recrutements sont prévus cette année, avec un objectif de 32 agents d'ici 2032.

SOURCE

Charente Libre, 14/01/2026, p. 10

GIRONDE

L'AMICALE LAÏQUE CHERCHE 100 000 € POUR PAYER LES SALAIRES CET HIVER À BORDEAUX

Les dix-neuf salariés de l'Amicale laïque de Bacalan, à Bordeaux, voient leur emploi menacé par une forte baisse des subventions publiques. L'association dit devoir trouver 100 000 euros afin d'assurer le paiement des salaires dès février. Ces trois dernières années, elle estime avoir perdu l'équivalent de cette somme en financements, notamment du Département. La Ville de Bordeaux conteste en partie ce calcul mais reconnaît les difficultés. L'Amicale accompagne près de 5 000 personnes par an, majoritairement en situation de précarité.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
14/01/2026, p. 16 c

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

SEPT LICENCIEMENTS ENVISAGÉS CHEZ DRILLSTAR INDUSTRIES À LONS

Sept salariés de Drillstar Industries, spécialisée dans la mécanique industrielle à Lons (Pyrénées-Atlantiques), sont menacés par un projet de licenciements économiques présenté en comité social et économique. La direction envisage l'arrêt de l'activité de vannes industrielles, issue du rachat en 2022 de la société Darco, alors en liquidation judiciaire. Selon la CFDT, ce projet marque l'échec de la reprise et intervient après plusieurs années de restructurations successives. Le groupe Artzainak, maison mère, invoque un contexte industriel dégradé et des difficultés persistantes.

SOURCE

La République des Pyrénées,
16/01/2026, p. 5



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE



Notre résumé à **09 : 00**



INVESTISSEMENTS

CHARENTE

ANGOULÊME DÉBLOQUE 500 K€ POUR LE GRAND OFF

La Ville d'Angoulême a voté mercredi une enveloppe exceptionnelle au soutien des libraires, auteurs et associations impliqués dans l'organisation, à la fin du mois, du Grand Off.

Les uns et les autres pourront se partager près de 500 000 € pour animer cet événement qui vise à proposer une alternative au festival de la BD, annulé cette année suite à une vive polémique.

SOURCE

Charente Libre,
15/01/2026, p. 10

SUIVEZ NOUS
SUR LES RÉSEAUX



LOT-ET-GARONNE

TOTALENERGIES BIOGAZ MISE SUR 35 EMPLOIS À AGEN

Quelque 35 emplois directs et indirects sont annoncés à terme autour du projet de méthaniseur porté par TotalEnergies Biogaz France sur le Technopôle Agen-Garonne. Le chantier devrait aboutir fin 2027, sous réserve des autorisations en cours. La consultation du public s'achève ce dimanche. Le chantier pourrait débuter au second semestre. L'unité, d'une capacité de 50 GWh, traitera 36 000 tonnes de biodéchets par an. Le centre de formation initialement envisagé (avec une enveloppe de 16 M€ pour 9 emplois directs et 400 apprenants par an) est cependant différé.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne, 14/01/2026, p. 14



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Immersion <i>Logiciels</i>	Bordeaux (33)	3,40€	36,00%
Ashler & Manson <i>Courtier en assurances</i>	Bordeaux (33)	3,22€	20,15%
Cred. Agr. Tour.-Poitou <i>Banque</i>	Poitiers (86)	127,00€	14,39%
Fermentalg <i>Biotechnologie</i>	Libourne (33)	0,48€	14,29%
i2s <i>Imagerie industrielle</i>	Pessac (33)	6,95€	3,73%
Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i>	Cognac (16)	41,36€	2,89%
Legrand <i>Équipement électrique</i>	Limoges (87)	127,55€	2,78%
UV Germi <i>Matériels industriels UV</i>	Saint-Viance (19)	2,95€	2,43%
Aelis Farma <i>Biotechnologie</i>	Bordeaux (33)	1,20€	1,69%
Cheops technology <i>Services informatiques</i>	Canéjean (33)	60,50€	1,68%
Hydrogène de France <i>Hydrogène</i>	Blanquefort (33)	3,94€	1,55%
Valbiotis <i>Santé</i>	Périgny (17)	0,70€	1,45%
Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i>	Mimizan (40)	2,28€	0,88%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution

+1,12%

...vendent

Europlasma <i>Trait. des déchets dangereux</i>	Morcenx (40)	0,14€	-17,65%
Mon Courtier Energie <i>Courtier en énergie</i>	Bordeaux (33)	4,76€	-10,19%
Klarsen <i>Datamarketing</i>	Bordeaux (33)	0,82€	-4,65%
Arverne <i>Géothermie</i>	Pau (64)	4,80€	-3,23%
Hunyvers <i>Véhicules de loisirs</i>	Limoges (87)	7,68€	-2,78%
Poujoulat <i>Fabrication de cheminées</i>	Niort (79)	7,98€	-2,68%
Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i>	Niort (79)	14,40€	-2,04%
Lectra <i>Technologie, logiciels</i>	Cestas (33)	24,20€	-1,22%
Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i>	Cestas (33)	885,00€	-0,56%
Oeneo <i>Vitivinicole</i>	Cognac (16)	9,20€	-0,43%
Fontaine Pajot <i>Construction navale</i>	La Rochelle (17)	102,20€	-0,20%

reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre.

Nous suivons 27 entreprises dans dix des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

SOURCE

Infographie Aquisocial / Google Finance / Euronext



INVESTISSEMENTS

CREUSE

L'HÔPITAL DE GUÉRET INVESTIT 800 000 € DANS UN SERVICE DENTAIRE

L'hôpital de Guéret va ouvrir un nouveau service dentaire entièrement financé par l'État via l'ARS, pour un montant d'un peu plus de 800 000 €. Le projet prévoit des locaux réaménagés, du matériel supplémentaire et l'accueil d'étudiants en dernière année afin de renforcer l'activité, notamment pour les urgences. L'objectif est aussi d'inciter de futurs praticiens à s'installer dans le département, qui compte 35 dentistes pour 100 000 habitants, un niveau nettement inférieur à la moyenne nationale.

SOURCE

Ici Creuse,
16/01/2026, en ligne



POUR
PARLER
AUX CSE

VOUS PRENDREZ
BIEN UN ENCART ?



PUB@AQUISOCIAL.FR

GIRONDE

3 MD€ ET 300 EMPLOIS POUR FAIRE TOURNER LE PÔLE DE DATA CENTERS DE BORDEAUX

Le projet BXIA, pôle numérique associant supercalculateur et data centers sur le parking du Parc des expositions de Bordeaux-Lac, promet environ 300 emplois sur une dizaine d'années. Porté par NFU Digital (plateforme de production de projets urbains à Bordeaux) et Osae Partners (plateforme de gestion de fonds et d'actifs immobiliers située à Paris), il représente 3 milliards d'euros d'investissements et prévoit une première mise en service fin 2028. Les promoteurs mettent en avant des retombées locales pour l'emploi qualifié, la recherche, la santé et l'industrie, ainsi qu'un écosystème d'entreprises du numérique. Le projet doit encore franchir plusieurs étapes administratives, dont un vote de Bordeaux Métropole à la fin du mois

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
13/01/2026, p. 12-13

LA RAFFINERIE À 500 M€ ET AUX 200 EMPLOIS PLOMBÉE PAR L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique sur le projet de raffinerie de métaux porté par la société Emme, entre Parempuyre et Blanquefort, en Gironde, s'achève dans un climat très contesté. Le préfet devra trancher. Le site industriel, classé Seveso seuil haut, doit produire des sels de nickel et de cobalt pour batteries électriques. Emme annonce un investissement de 500 millions d'euros et la création de 200 emplois directs et 300 emplois induits. Mais la majorité des contributions recueillies s'opposent au projet, notamment en raison des risques environnementaux et de l'implantation en zone inondable.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
15/01/2026, p. 10



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR REJOINDRE
WWW.AQUISOCIAL.FR

FAITS-DIVERS

GIRONDE

LE CHAUFFEUR DE PASSAGE AVAIT VOLÉ SUR UN CHANTIER : UN AN DE PRISON FERME

Jeudi, un chauffeur livreur a été condamné à un an de prison ferme pour un vol de matériel sur un chantier à Bordeaux. Les faits, commis fin février dernier alors que l'homme - multirécidiviste - était de passage dans la région, ont touché trois entreprises du bâtiment. Le préjudice est estimé à 135 000 euros, dont une large part liée à la disparition de tableaux électriques. Ces vols ont entraîné des retards importants dans l'avancement du chantier.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 16/01/2026, p. 13

CHARENTE-MARITIME

UNE ANCIENNE SALARIÉE DE L'UDAF JUGÉE POUR ESCROQUERIE À LA ROCHELLE

Une ancienne salariée de l'Udaf de Charente-Maritime a comparu jeudi dernier devant le tribunal correctionnel de La Rochelle, poursuivie pour escroquerie sur personnes vulnérables. Âgée de 57 ans, cette ex-gestionnaire est accusée d'avoir détourné plus de 100 000 euros au préjudice d'une douzaine de majeurs protégés, pour la plupart placés en Ehpad. Embauchée en 2022, elle aurait utilisé les cartes bancaires des bénéficiaires dès son arrivée, jusqu'à la découverte des faits en juillet dernier, entraînant son licenciement. Délibéré le 12 février.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime, 12/01/2026, p. 14

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

PRISON FERME POUR L'AGENT QUI AVAIT DÉTOURNÉ DES MILLIONS À ANGLET

Un ancien agent des services financiers de la Ville d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques) a été condamné jeudi à cinq ans de prison dont deux ferme pour avoir détourné plus de 3 millions d'euros d'argent public sur une dizaine d'années. Ce dossier met en lumière l'impact social et organisationnel d'une fraude interne au sein d'une collectivité. Les faits ont également affecté une association sportive locale, utilisée comme structure écran.

SOURCE Sud Ouest Béarn & Soule, 16/01/2026, p. 11
Ici Pays Basque, 15/01/2026, en ligne

VIENNE

LE KINÉ DOIT PLUS DE 300 000 € À LA CPAM ET RESTERA FERMÉ SIX MOIS

Un cabinet de kinésithérapie de Poitiers est fermé depuis décembre et pour six mois après une sanction disciplinaire prononcée par l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes. À la suite d'un contrôle de la Caisse primaire d'assurance maladie, le praticien a été reconnu en situation de suractivité incompatible avec l'exercice individuel, avec des journées déclarées dépassant largement les capacités physiques normales. La décision entraîne un remboursement de plus de 300 000 euros à l'Assurance maladie.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne, 16/01/2026, p. 5



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 16/01/2026

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet (Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication : Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un aperçu structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.